

PND

NOTRE PLAN POUR DEMAIN

PLAN NATIONAL
POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE
VERSION CONDENSÉE FRANÇAISE





O U R S

Éditeur: Ministère du Développement durable et Infrastructures

Rédaction : «Commission interdépartementale de développement durable» du Gouvernement luxembourgeois

Accompagnement scientifique: Dr. Joachim H. Spangenberg

Layout et coordination: Comed

Impression: Imprimerie Centrale

Imprimé sur papier Cyclus Offset 100% recyclé

Tirage: 3.500 (mai 2011)

Chers concitoyens,

Pourquoi une brochure sur le Plan national pour un développement durable ?

La loi sur le Plan national pour un développement durable nous oblige à donner au plan la notoriété la plus étendue possible. Mais cette obligation légale n'a certainement pas été la seule raison pour éditer cette brochure.

Il est important pour nous de vous présenter ce que le Gouvernement entend entreprendre afin d'assurer au Luxembourg un développement qui concilie l'écologie, l'économie et le social, et augmente la qualité de vie de tout un chacun. Le but est de garantir un développement respectueux des ressources naturelles et de la biodiversité, qui soutient l'efficacité économique, sans perdre de vue les finalités sociales du développement que sont la lutte contre la pauvreté, contre les inégalités, contre l'exclusion et la recherche de l'équité et cela sans compromettre le développement des générations futures, donc de nos enfants et petits-enfants.

Il y a un an, nous avons présenté l'Empreinte écologique du Luxembourg qui mesure les ressources naturelles dont nous avons besoin pour nous nourrir, nous loger, nous déplacer ... et les conséquences sur nos ressources naturelles et notre biodiversité, sur l'occupation de notre sol et sur les changements climatiques. Nous avons dû constater - tout en tenant compte de la consommation des frontaliers et de la vente des carburants aux non-résidents – que l'Empreinte écologique du Grand-duché de Luxembourg est de 11,82 hectares globaux par habitant, soit la plus grande Empreinte mesurée à ce jour. En d'autres mots, si le Luxembourg était une planète, 5,5 planètes supplémentaires seraient nécessaires pour satisfaire tous ses besoins. Ce constat objectif met en évidence la nécessité d'adopter des comportements plus compatibles avec un développement durable.

D'autres évolutions de notre société sont aussi préoccupantes et posent de grands défis, plus particulièrement en matière de lutte contre la pauvreté et d'intégration de nos concitoyens non luxembourgeois. Assurer un développement durable au Luxembourg revient également à éliminer le lien entre origine sociale et réussite scolaire et à combattre les « maladies de civilisations » dues à des modes de vie contemporains.

Le Plan national pour un développement durable adresse ces défis. La brochure que vous avez en main expose les tendances non durables du Luxembourg, donc ce qui est contraire à un développement durable et présente par ailleurs une sélection des objectifs et mesures que le Gouvernement entend adresser pour faire face et contrer celles-ci. Pour avoir une vue complète, nous vous invitons à lire la version intégrale du Plan national pour un développement durable sur www.pnnd.lu.



CLAUDE WISELER

Ministre du Développement durable
et des Infrastructures



MARCO SCHANK

Ministre délégué au Développement durable
et aux Infrastructures

SOMMAIRE

► LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET LES RESSOURCES NATURELLES	06-07
► L'UTILISATION DE L'ESPACE	08-09
► LE CLIMAT	10-11
► LE TRANSPORT	12-13
► LA PAUVRETÉ	14-15
► LA COHÉSION SOCIALE	16-17
► LA SANTÉ	18-19
► L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE	20-21
► L'ÉCONOMIE	22-23

► LES FINANCES PUBLIQUES	24-25
► LA COOPÉRATION INTERNATIONALE	26-27
► L'ÉDUCATION	27-28
► L'ÉGALITÉ	28-29
► LA COHÉRENCE POLITIQUE	30-31
► NOTES	32-33



LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET LES RESSOURCES NATURELLES

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

a diversité biologique au Luxembourg s'est réduite de manière inquiétante ces trente dernières années. Les facteurs responsables de cette situation sont liés au développement des agglomérations, les zones commerciales et l'intensification de l'agriculture. Les espèces menacées sont certaines plantes (p. ex. les fougères) ainsi que de nombreux animaux sauvages. En effet 62 % des poissons, 61,5 % des amphibiens, 54,8 % des mammifères, 41,5 % des oiseaux et 33 % des reptiles au Luxembourg sont menacés. La proportion d'arbres endommagés a également nettement augmenté (presque deux tiers des arbres présentent des dommages apparents).

En ce qui concerne les ressources naturelles, 93 % de l'**eau** se trouve dans un état moyen à mauvais, principalement dû au déversement des eaux usées pas suffisamment traitées et aux pollutions diffuses. En ce qui concerne le **sol**, la consommation foncière journalière s'élève à env. 1,3 ha. Cela correspond à 4,3 km³ par an, qui sont transformés de surfaces non bâties en surfaces bâties. Certes, la **qualité de l'air** présente une amélioration ces dernières années, mais les émissions des dioxydes d'azote (NO₂) et les particules fines

en suspension dans l'air (PM₁₀) aux grandes jonctions routières de la Ville de Luxembourg sont critiques. La ressource matériau pose problème quand, après son utilisation, elle devient déchet. Malgré des taux de réutilisation partiellement élevés, la production de déchets électriques et électroniques, d'emballages, de matières plastiques et de déchets de construction augmente de façon fulgurante au Luxembourg.

Dans les domaines du bâtiment et du logement, de la mobilité et de l'**alimentation**, la durabilité de la consommation et de la production joue un rôle important. Ainsi, la **surface d'habitation** moyenne des maisons unifamiliales au Luxembourg augmente constamment depuis des années (de 135 m² dans les années 70 à 187 m² en 2005). Pour l'alimentation de sa population, le Luxembourg a besoin actuellement environ du double de sa superficie agricole utilisée, surtout à cause d'une consommation élevée d'aliments d'origine animale (plus de 90 kg de viande par habitant et par an). Le secteur public lui aussi est loin d'avoir épuisé ses possibilités d'influencer la consommation dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité dans le sens d'une durabilité socio-écologique.

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ VEILLER À LA DURABILITÉ LORS DE VOS ACHATS :

- *Privilégiez des produits de la région (chemins de transport courts) selon la saison*
- *Achetez des aliments à faible utilisation d'énergie, de ressources et d'agents phytosanitaires, par exemple des aliments de production dont la durabilité a été testée ou des aliments biologiques*
- *Respectez la liste positive d'appareils ménagers énergétiquement efficaces*
- *Renoncez à des emballages compliqués*
- *Spécialement pour la viande : mieux et moins vaut plus*

LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

FIN DE LA PERTE DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE :

- Préservation et création de surfaces présentant une richesse écologique et d'éléments structurels du paysage (e. a. des corridors biologiques et la mise en réseau des zones Natura 2000)
- Mesures ciblées pour la protection de la nature et des espèces à l'aide du fonds de l'environnement
- Orientation de l'agriculture sur le développement durable et la gestion agricole intégrée (compromis optimal entre l'écologie et l'économie)
- Augmentation du pourcentage des surfaces d'agriculture biologique à 10 % d'ici 2020
- Renoncement à la mise en culture de plantes génétiquement modifiées

MÉNAGEMENT DES RESSOURCES NATURELLES :

- À long terme : remplacement de l'énergie fossile par des énergies renouvelables (11 % d'ici 2020)
- Augmentation de l'efficacité énergétique et réduction de la consommation totale en énergie
- Réduction de la consommation foncière à 1 ha par jour au maximum
- Gestion durable de toutes les surfaces boisées
- Prévention des déchets comme objectif supérieur du traitement des déchets
- Taux de recyclage le plus élevé possible grâce à des systèmes de collecte
- Promotion de la durabilité en matière d'éco-conception des produits
- Liste positive d'appareils ménagers énergétiquement efficaces
- Introduction de critères de durabilité ainsi que des aspects sociaux dans les marchés publics



L'UTILISATION DE L'ESPACE

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

Au cours des vingt dernières années, le Luxembourg s'est développé de manière très dynamique et s'est établi comme le moteur économique de la Grande Région. En raison de cette évolution, le nombre d'emplois, d'habitants et de frontaliers a augmenté. Le changement de la structure économique a également entraîné la forte consommation foncière déjà mentionnée.

Le facteur responsable de cette évolution est e. a. la division de la fonction des espaces. Les emplois sont implantés prioritairement dans la Ville de Luxembourg ou dans les communes avoisinantes (50 %), tandis que le domicile est déplacé vers la périphérie des agglomérations et dans l'espace rural. Ces processus sont encouragés par une coordination insuffisante des zones constructibles par les communes et une augmentation extrême des prix du logement dans l'ensemble du pays, notamment dans le centre.

En plus, les lotissements sont souvent construits à des endroits ne pouvant être raccordés à terme de manière satisfaisante aux transports publics. Un tel développe-

ment encourage le transport individuel et risque de fragmenter davantage encore des espaces déjà fortement morcelés. Cela aura des conséquences négatives sur la qualité du paysage, d'autres utilisations et la diversité biologique. Compte tenu de l'efficacité à long terme, voire de l'irréversibilité des structures ainsi créées, et en considérant que l'espace constitue une ressource limitée et non renouvelable, les réflexions concernant l'utilisation de l'espace occupent une fonction transversale dans le Plan pour un développement durable ; elles doivent être prises en considération dans tous les domaines politiques.

Grâce au concept intégré des infrastructures de transports et du développement spatial (IVL) de 2004, le Luxembourg dispose déjà d'un cadre ambitieux pour le développement régional et national de son territoire dont la mise en œuvre progressive servira également à la réalisation des objectifs du développement durable du pays.



LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

DÉVELOPPEMENT SPATIAL DURABLE :

- Définition et mise en œuvre d'une planification nationale du territoire contraignante (plans sectoriels « paysage », « logement », « zones d'activité » et « transports »)
- Renouvellement des plans d'aménagement généraux communaux d'ici 2015
- Projets pilotes en matière de planification régionale dans une région rurale et une région urbaine d'ici 2016/2017
- Minimisation de la conversion en terrains constructibles d'ici 2021, surtout par des mesures visant une plus grande densité de constructions existantes
- Etablissement d'un rapport en matière de développement spatial (tous les cinq ans)
- Aménagement commun des agglomérations transfrontalières (notamment la région Alzette-Belval)

UTILISATION INTELLIGENTE DE ZONES CONSTRUCTIBLES :

- Formes de construction utilisant moins de surface et formes de construction plus denses
- Utilisation de réserves de terrains à bâtir au lieu d'une extension du périmètre de construction
- Prélèvement d'une taxe spéciale communale en cas d'inoccupation d'immeubles d'habitation ou de terrains non bâtis sur le territoire de la commune
- Soutien financier des communes pour certains projets de construction durables (desserte par les transports en commun, développement harmonieux, densité de bâti de 25 unités d'habitation par hectare)

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ CONTRIBUER À LA CONSTRUCTION ET AU LOGEMENT DURABLES :

- *Utilisez des formes de construction de maisons unifamiliales utilisant moins de surface (p. ex. des maisons mitoyennes)*
- *Veillez à un accès facile aux transports publics lors du choix de votre domicile*
- *Adaptez votre style de construction aux conditions locales*

LE CLIMAT

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

a maîtrise du changement climatique constitue l'un des grands défis du XXI^e siècle. Au cours des 150 dernières années, la température moyenne a augmenté de 0,9°C en Europe. Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), le **réchauffement climatique** de ces cinquante dernières années est très largement dû à l'homme et à ses activités. Sans aucune mesure corrective, il faut s'attendre à une autre augmentation de la température moyenne jusqu'à 4,0°C d'ici 2100. Cela aurait des conséquences au niveau mondial comme des pluies excessives, des inondations, des vagues de chaleur, des périodes de sécheresse et un manque d'eau ainsi qu'une montée du niveau de la mer de 18 à 59 cm. En cas de fonte ou de glissement des glaces au Groenland et dans l'Antarctique occidental, le niveau de mer monterait même de 7 à 20 m.

À côté des incidences pour l'homme et la nature, les **coûts du changement climatique** pour l'économie mondiale sont estimés à 5-20 % du produit intérieur brut (PIB) international en cas de non-intervention. C'est pour cette raison que selon le GIEC l'augmentation de la température moyenne devrait être limitée à 2°C au niveau mondial; la communauté internationale s'est ralliée à cet objectif à Cancún. Les coûts d'une stabilisation des émissions des gaz à effet de serre sont estimés à 0,12 %

des taux de croissance annuels du PIB. Les coûts économiques d'une intervention dans le sens de la protection du climat sont donc considérablement inférieurs aux coûts découlant d'une non-intervention. Ainsi l'**efficacité énergétique** deviendra un paramètre-clé de la compétitivité économique.

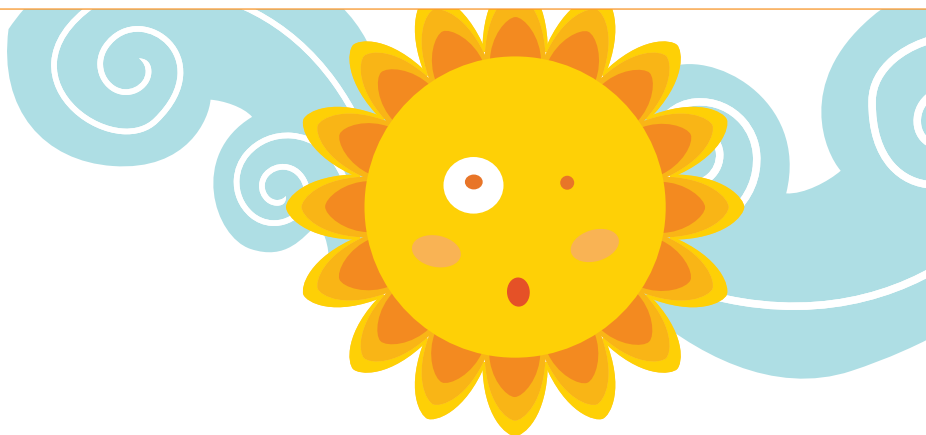
Cela est en contradiction avec les prévisions énergétiques selon lesquelles la demande en énergie doit augmenter de 50 % d'ici 2030, demande couverte dans le secteur des transports à 95 % par le pétrole.

Entre 1990 et 1998, le Luxembourg a connu une régression de ses **émissions de gaz à effet de serre**, essentiellement attribuable à la restructuration de la sidérurgie. En 2005, les émissions ont à nouveau atteint le même niveau que 1990, essentiellement dû aux transports croissants.

Le développement durable exige e. a. une politique énergétique en concordance avec les objectifs de sécurité d'approvisionnement, de compétitivité et de durabilité écologique ainsi qu'une politique de protection du climat telle que développée par le Partenariat pour le climat et l'environnement, y compris une stratégie d'adaptation aux conséquences déjà inévitables du changement climatique.

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ PRENDRE DES MESURES DURABLES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE :

- *Faites l'assainissement énergétique de votre maison de manière*
- *Construisez votre maison selon les normes en vigueur pour les constructions énergie passive ou basse énergie*
- *Achetez des appareils ménagers énergétiquement efficaces*



LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2005 d'au moins 20 % d'ici 2020
- Contributions à l'objectif de la limitation du réchauffement climatique à 2°C
- Promotion de la cogénération sur la base des énergies renouvelables
- Analyse des conséquences en matière de changement climatique pour tous les investissements importants et initiatives législatives
- Subventions pour les voitures électriques
- Soutien pour une taxe européenne sur le CO₂ et analyse de la taxation du kérosène
- Analyse des possibilités de réduction des émissions de CO₂ par l'agriculture
- Utilisation de l'électricité « verte » par les pouvoirs publics
- Programmes visant le rajeunissement des forêts
(ayant comme objectif l'exploitation durable du bois et la fixation de CO₂)

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE :

- Accroissement de l'efficacité énergétique (économies d'au moins 9 % d'ici 2016)
- Mise en œuvre conséquente du Plan d'action pour l'efficacité énergétique
- Nouveau modèle de financement pour des investissements en matière d'économies d'énergie
- Encouragement de l'achat d'appareils ménagers énergétiquement efficaces
- Assainissement énergétique des constructions anciennes
- Pour les nouvelles constructions : normes contraignantes pour les constructions basse énergie
- Aides financières de l'État dans le logement subventionné uniquement pour les immeubles d'habitation conforme aux normes pour les constructions basse énergie
- Utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments publics
- Remplacement de l'énergie fossile par des énergies renouvelables (11 % d'ici 2020)
- Projets pilotes visant l'autosuffisance énergétique de lotissements

LE TRANSPORT

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

La montée des **émissions de CO2** au Luxembourg est pour la plus grande partie due à l'augmentation des émissions dans le secteur des transports (hausse d'environ 175 % entre 1990 et 2005). En parallèle, la croissance économique moyenne de 5 à 6 % par an entraînait un accroissement annuel d'environ 10 000 emplois, essentiellement dans l'agglomération de la Ville de Luxembourg. Il en résulte un important volume de transport entre l'espace urbain et l'espace rural.

Les frontaliers (140 000) effectuent leurs déplacements journaliers entre le domicile et le lieu de travail à 85 % en voiture privée; le trajet moyen s'élève environ au triple de la distance parcourue par les habitants moyens. Pour cette raison aussi, le volume de transport n'a cessé d'augmenter.

Dû à un niveau de vie élevé, la situation au cœur d'une des régions les plus densément peuplées d'Europe et de nombreux échanges avec les pays voisins, **l'intensité du transport de personnes est plus importante que la moyenne**. Avec près de 400 000 véhicules à moteur, le taux de motorisation du pays occupe une position très

élevée dans l'Union européenne. Par contre, les **transports en commun** nationaux ne représentent qu'une proportion de 16 %, et en tenant compte des transports transfrontaliers, ce pourcentage s'élève à seulement 12 % (2002). La montée du volume de transport est donc étroitement liée à la croissance économique au Luxembourg. Un découplage de ces deux évolutions représente un grand défi pour le développement durable du Luxembourg et doit être effectué par une infrastructure de transport respectueuse de l'environnement ainsi qu'un développement efficace de l'aménagement du territoire.

On estime que 75 % du **carburant** vendu au Luxembourg sont exportés, en raison des prix moins élevés par rapport à l'étranger. Étant donné que les émissions produites à l'étranger sont attribuées au Luxembourg, leur taux actuel d'environ 45 % a un effet particulièrement négatif sur le bilan climatique du Luxembourg. Afin de réduire cette évolution en matière d'exportation de carburant, il convient d'aligner les prix du carburant progressivement sur ceux des pays voisins.



VOICI COMMENT VOUS POUVEZ CONTRIBUER À UN DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS DURABLE :

- *Profitez des transports en commun*
- *Profitez des offres concernant la mobilité douce (p. ex. le vélo)*
- *Considérez l'acquisition d'une voiture économe en carburant et aux émissions faibles*

LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :



RÉDUCTION DU TRANSPORT INDIVIDUEL :

- Amélioration quantitative et qualitative de l'offre des moyens de transport publics (objectif : pourcentage des transports en commun d'ici 2020: 25 %)
- Construction d'un tram dans la Ville de Luxembourg avec les gares périphériques y reliées d'ici 2017
- Extension continue du réseau ferroviaire
- Mise en place continue de couloirs pour bus
- Analyse visant la mise en place d'un service de transports de bus à la demande (« Rufbus ») dans les régions faiblement peuplées
- Introduction d'une gestion restrictive des aires de stationnement
- Plan d'action « Mobilité transfrontalière » avec la France, la Belgique et l'Allemagne
- Création d'une communauté des transports de la Grande Région

TRANSFERT DU TRANSPORT DE MARCHANDISES :

- Amélioration quantitative et qualitative de l'offre de services et de la logistique dans le transport ferroviaire des marchandises
- Investissements proportionnellement plus élevés dans le transport ferroviaire par rapport au transport routier
- Transfert du transport de marchandises sur le rail et la navigation intérieure

MOBILITÉ DURABLE :

- Orientation des marchés publics sur des véhicules économes et aux émissions faibles
- Mise en œuvre du Plan d'action pour l'encouragement de la mobilité douce (pistes cyclables, aménagement communal du territoire, développement urbain)
- Augmentation de la part des agrocarburants dans la consommation de carburant à 10 % d'ici 2020



LA PAUVRETÉ

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG:

Au Conseil européen de Laeken (Belgique) en décembre 2001, le taux de risque de pauvreté a été fixé comme mesure des progrès des États membres dans la réalisation des objectifs communs pour ce qui est de la protection sociale et de l'inclusion sociale. On entend par là la proportion de personnes dont le revenu disponible se situe en-dessous du seuil de risque de pauvreté (60 % du revenu disponible comparatif). Il en découle les constations suivantes pour le Luxembourg :

- En 2009, le seuil de risque de pauvreté s'est situé à 1.588 euros par mois pour un ménage d'une personne et à 3.355 euros par mois pour un ménage de deux adultes et de deux enfants en-dessous de l'âge de 14 ans ;
- en 2009, la proportion de la population menacée de pauvreté s'élevait au total à 14,9 % ;
- d'une manière générale, les familles avec des enfants sont plus exposées au risque de pauvreté (19,8 %) que les familles sans enfants (8,5 %). Pour les familles monoparentales, le risque de pauvreté se situe à 52,3 %. Pour les enfants (0 à 17 ans), le risque de pauvreté atteint 22,3 %, et pour les jeunes âgés de 18 à 24 ans 21,2 %.

De tels chiffres dans un des États membres les plus fortunés de l'UE est une raison de plus de prendre les mesures correspondantes afin de permettre à tous les membres de la société de profiter de la prospérité qui est la condition préalable d'un développement durable.

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ FAIRE FACE AU RISQUE DE PAUVRETÉ :

- *Renseignez-vous sur les propositions d'aide de l'État et des communes, informez d'autres personnes*
- *Profitez des structures d'accueil pour les enfants en vue de l'intégration ou de la réintégration sur le marché de l'emploi*
- *Profitez des « Chèques-service accueil »*
- *En cas de difficultés financières dues au logement : demandez une allocation de logement*
- *En cas de besoin, adressez-vous au bureau social de votre commune*

LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

EMPLOI :

- Sécurisation de l'emploi par des investissements publics en temps de crise
- Promotion d'une offre d'emploi pour des qualifications différentes
- Réduction du chômage de longue durée par l'amélioration des chances d'intégration ou de réintégration sur le marché de l'emploi
- Facilité d'intégration ou de réintégration sur le marché de l'emploi par l'élargissement des structures d'accueil pour les enfants
- Réorganisation de l'Agence pour l'emploi (Adem)

SÉCURITÉ SOCIALE :

- Sécurisation d'un niveau de vie et d'une prospérité adéquats pour les bénéficiaires de prestations sociales, notamment les enfants et les retraités
- Sensibilisation des bénéficiaires du salaire minimum garanti pour les « Chèques-service accueil »
- Assistance durable aux familles et individus menacés de pauvreté par la mise à disposition d'un logement bon marché
- Sensibilisation des propriétaires de logements en vue de la location d'une partie de leurs appartements à l'« Agence Immobilière Sociale » (AIS)
- Adaptation régulière du « salaire social minimum »
- Aucune pension ne doit être inférieure à 90 % du salaire social minimum
- Introduction d'une « allocation de logement » tant pour les locataires que pour les propriétaires



LA COHÉSION SOCIALE

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG:

Au Luxembourg, l'évolution démographique est essentiellement caractérisée par l'immigration d'une **main d'œuvre étrangère** et le **vieillessement de la population indigène**. Étant donné que pour les emplois nouvellement créés (environ 3 % par an) une main d'œuvre qualifiée indigène suffisante n'est plus disponible, le pays est tributaire de l'immigration d'une main d'œuvre étrangère.

Cette main d'œuvre étrangère contribue aujourd'hui de manière importante en termes nets au financement des systèmes de sécurité sociale sans constituer de charge considérable pour la formation, l'éducation et les pensions. Cela va changer à l'avenir : elle a droit au paiement des pensions, et ses enfants nécessitent des infrastructures et des établissements d'enseignement. Pour les frontaliers, les droits de pension sont transférés à l'étranger.

À partir de 2020, les dépenses du système de pensions vont augmenter de manière importante suite au vieillissement de la population. Les **réserves du fonds de pension** seront presque épuisées entre 2020 et 2035. Étant donné que plus de la moitié des chômeurs de longue durée est constituée de demandeurs d'emploi plus âgés présentant une aptitude au travail limitée, leur (ré-)intégration dans le

marché de travail est considérée comme difficile.

L'emploi des jeunes pose également problème. Souvent la **qualification des salariés** ne correspond pas aux exigences des employeurs. En effet, plus de la moitié des demandeurs d'emplois inscrits auprès de l'Agence de l'emploi ne dispose que d'une formation d'école primaire.

La **population actuelle du Luxembourg** se compose d'environ 59 % d'indigènes et d'environ 41 % de résidents étrangers. À eux seuls, 43 % des emplois sont occupés par des frontaliers venant de France, de Belgique et d'Allemagne, et 26 % par des non-Luxembourgeois résidents, soit moins d'un tiers par des Luxembourgeois. Par contre, 90 % des emplois du secteur public sont occupés par des Luxembourgeois.

Ces tendances peuvent conduire au développement des **sociétés parallèles** (tant parmi les autochtones que parmi les étrangers) qui se replient sur leur propre identité et risquent de perdre le contact entre elles. Cela vaut surtout pour le taux très élevé d'enfants étrangers dans les écoles (avec des différences régionales fortes). Les canaux d'intégration habituels ne sont plus opérants ici étant donné qu'ils se basent sur l'existence d'une société majoritaire qui intègre des minorités.

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ CONTRIBUER À LA COHÉSION SOCIALE :

- *Profitez des mesures d'intégration offertes*
- *Participez au dialogue interculturel*
- *Engagez-vous dans des processus sociétaux et sociaux*
- *Considérez l'acquisition de la double nationalité*

LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

MESURES D'INTÉGRATION :

- Politique d'intégration constituée de deux éléments : engagement des étrangers à participer durablement à la vie sociale du Luxembourg, et engagement du Luxembourg à encourager la cohésion sociale (au niveau social, économique, politique et culturel)
- Évaluation des mesures d'intégration mises en œuvre jusqu'alors dans les domaines de l'éducation (cours de langue, de droit civique et d'orientation) et de la formation professionnelle continue
- Plan d'action pluriannuel pour encourager l'intégration et la lutte contre les discriminations
- Encouragement du dialogue interculturel et de la diversité

OFFRES AUX ÉTRANGERS :

- Sensibilisation pour les processus politiques du pays (objectif : dépasser la marginalisation)
- Développement de la conférence nationale d'intégration (également au niveau local)
- Double nationalité
- Droit de vote actif au niveau communal (à partir de 2011)

COHABITATION AVEC LES FRONTALIERS :

- Reconnaissance des frontaliers comme partie durable du modèle luxembourgeois
- Intégration dans les processus et structures sociaux
- Manifestation « Journée des frontaliers »
- Incitations à déménager au Luxembourg



LA SANTÉ

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG:

Au cours du XXe siècle, au Luxembourg, comme dans bien d'autres pays industrialisés, la mortalité a baissé de manière considérable tandis que l'espérance de vie de la population n'a cessé d'augmenter. Dû à l'amélioration des conditions de vie et de travail, et grâce à d'importantes conquêtes médicales comme le développement d'antibiotiques et de vaccins, et grâce à l'amélioration de mesures préventives et au relèvement du niveau d'instruction, beaucoup de maladies contagieuses largement répandues jadis ont pu être vaincues avec succès.

La modernisation de la société avec ses effets diversifiés sur les conditions et habitudes de vie a ouvert la voie de manière inquiétante aux maladies chroniques. Une alimentation déséquilibrée, le manque d'exercice, le surpoids, le stress, l'impact sur l'environnement, la consommation excessive d'alcool et le tabagisme font partie des facteurs les plus importants qui menacent aujourd'hui notre santé dès la jeunesse.

Au Luxembourg, près de 40 % des décès sont attribuables aux maladies cardio-vasculaires, suivies en deuxième place par des cancers avec 28 %. 4 % de la population souffrent du diabète de type II qui se manifeste essentiellement comme conséquence d'une alimentation déséquilibrée et d'un manque d'exercice.

Malgré les nombreux efforts déployés, la fréquence des **accidents sur le lieu de travail** reste toujours élevée avec en moyenne 90 accidents de travail par jour et environ 14 accidents mortels par an. Un quart de ces accidents sont des accidents de trajet. De toutes les **maladies professionnelles** déclarées, environ un quart est reconnu comme telles, comme dans beaucoup d'autres pays européens également. Parmi celles-ci figurent surtout les inflammations musculaires et les tendovaginites engendrées par des mouvements de travail et des charges répétitifs et peu ergonomiques ou la surdité partielle causée par des nuisances sonores.

Au cours des dernières années les facteurs psycho-sociaux sur le lieu de travail ont joué un rôle toujours plus important dans la formation de maladies. Le stress, le mobbing ou la crainte de perdre son emploi sont à mentionner en particulier.

Globalement on constate également l'augmentation du risque d'être affecté par des produits chimiques toxiques, l'apparition de moisissures ou par des champs électromagnétiques dans les champs, dans l'habitat ou sur le lieux de travail.

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ PROMOUVOIR VOTRE SANTÉ DE MANIÈRE DURABLE :

- *Veillez à une alimentation équilibrée et à pratiquer suffisamment d'exercice*
- *Évitez une consommation excessive d'alcool et ne fumez pas*
- *Évitez des charges polluantes dans l'habitat et sur le lieu de travail*
- *Participez aux mesures locales de promotion de la santé*

LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

MODE DE VIE SAIN :

- Établissement de programmes et de plans d'action nationaux et communaux visant la promotion de la santé
- Promotion d'une alimentation équilibrée et de plus d'exercice
- Réduction de la consommation excessive d'alcool
- Campagnes visant la réduction du tabagisme et mesures de protection contre le tabagisme passif
- Les cantines scolaires offrent des menus sains et variés à des prix attractifs
- Réduction des charges polluantes dans l'habitat et dans les bâtiments publics
- Introduction des principes de construction respectueux des aspects biologiques dans la formation professionnelle du secteur de la construction
- Mesures visant à réduire les pesticides et les insecticides et réduction d'autres substances polluantes en général, surtout des dioxines et furanes
- Respect d'une distance minimale des lignes à haute tension
- Intégration des aspects de la santé dans les processus de planification et d'autorisation

PRÉVENTION DE MALADIES ET D'ACCIDENTS :

- Élaboration d'un plan d'action visant la prévention d'accidents (accidents de travail, accidents ménagers et accidents liés aux loisirs)
- Amélioration des offres de perfectionnement professionnel dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail
- Amélioration des mesures visant la prévention d'accidents dans les entreprises
- Promotion de la culture de sécurité dans les entreprises et renforcement du rôle des délégués à la sécurité
- Évitement de l'exposition au bruit sur le lieu de travail
- Coopération étroite entre les administrations et les partenaires sociaux
- Réalisation d'une analyse des risques dans l'entreprise et établissement de l'inventaire des risques



L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

Une faiblesse du marché du travail luxembourgeois est constituée par le **taux d'occupation relative-ment faible des salariés plus âgés**. Le taux d'emploi moyen des 15 à 64 ans n'a guère changé ces dernières années et varie entre 61 % (salariés nationaux) et 67 % (salariés résidant à l'étranger). En 2006, le taux d'emploi des 55 à 64 ans s'élevait à environ 33 % de la population pour cette classe d'âge (ressortissants nationaux environ 28 %, étrangers environ 43 %, hommes environ 39 %, femmes environ 28 %).

Pour ce qui est du régime des pensions du secteur privé (régime général des pensions), l'**âge de départ à la retraite** pour la retraite anticipée est d'environ 61 ans pour les femmes et d'environ 63 ans pour les hommes. En ce qui concerne les pensions d'invalidité, les valeurs correspondantes sont nettement inférieures : environ 50 ans pour les femmes et environ 51 ans pour les hommes.

À ce jour, les personnes plus âgées jouent un **rôle économique important** en tant que salariés, consommateurs et contribuables ; ils soutiennent des systèmes efficaces de protection sociale et des pensions. Le Luxembourg, caractérisé, d'une part, par une population vieillissante et, d'autre part, par un nombre relativement bas de salariés plus âgés, se trouve confronté à des défis importants, puisque cette situation met en danger le financement à long terme des pensions appropriées pour le nombre croissant de retraités.

L'augmentation du nombre des salariés plus âgés pourrait dès lors avoir des conséquences positives sur toutes les politiques et générations. Cela est considéré comme une condition préalable fondamentale pour la création de plus et de meilleurs emplois ainsi que pour garantir une meilleure cohésion sociale (égalité des retraites, des genres et des générations).



LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

AUGMENTATION DES TAUX D'OCCUPATION :

- Augmentation du pourcentage des personnes actives entre 20 et 64 ans à 75 % (mise en œuvre de la stratégie européenne UE2020)
- Augmentation de la participation des femmes au marché de l'emploi à 60 %
- Augmentation de la proportion des migrants dans le nombre des personnes actives

AUGMENTATION DU TAUX D'OCCUPATION DES SALARIÉS PLUS ÂGÉS :

- Meilleure participation des salariés plus âgés au marché de l'emploi
- Adaptation de la durée de la vie professionnelle à l'évolution de l'espérance de vie
- Meilleur équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle (« work-life-balance »)
- Changement des conditions pour la cessation de l'activité professionnelle
- Encouragement des salariés en vue de l'aménagement d'une durée plus longue de la vie professionnelle
- Appui à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) avec des contributions de l'État et des partenaires sociaux (l'éducation et la formation tout au long de la vie, offres de perfectionnement professionnel, travail des seniors)

- Distinction pour les entreprises faisant des efforts particuliers en faveur du recrutement des salariés plus âgés
- Discussion avec les partenaires sociaux pour une réforme du régime des retraites anticipées
- Modification des dispositions en matière anti-cumul salaire-retraite

FACILITÉ DU PASSAGE DE L'ÉCOLE À LA VIE ACTIVE :

- Réorganisation du cycle inférieur de l'enseignement secondaire pour orienter les élèves au cycle supérieur
- Centre d'orientation professionnelle pour les élèves (Adem, CPOS, BIZ etc.)
- Orientation, soutien et accompagnement en vue d'un placement (Job Coaching)
- Facilité du passage de l'école à la vie active (Service volontaire d'orientation, projets publics, mesures de sensibilisation et d'accompagnement)
- Meilleur placement des jeunes chômeurs et encadrement des jeunes sortant de l'école par l'Administration de l'emploi
- Prolongation de mesures (CAE, CIE, CI-EP)
- Encadrement systématique des jeunes ayant quitté l'école sans qualification
- Création d'une école de la 2e chance

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ VOUS ADAPTER À DES CONDITIONS DE TEMPS DE TRAVAIL MODIFIÉES :

- *Renseignez-vous sur les offres proposant un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle*
- *Profitez des offres de l'éducation et de la formation tout au long de la vie et du travail des seniors*
- *Pour les jeunes : Engagez-vous dans les projets publics du Service volontaire d'orientation*
- *Profitez des offres de l'école de la 2e chance*

L'ÉCONOMIE

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

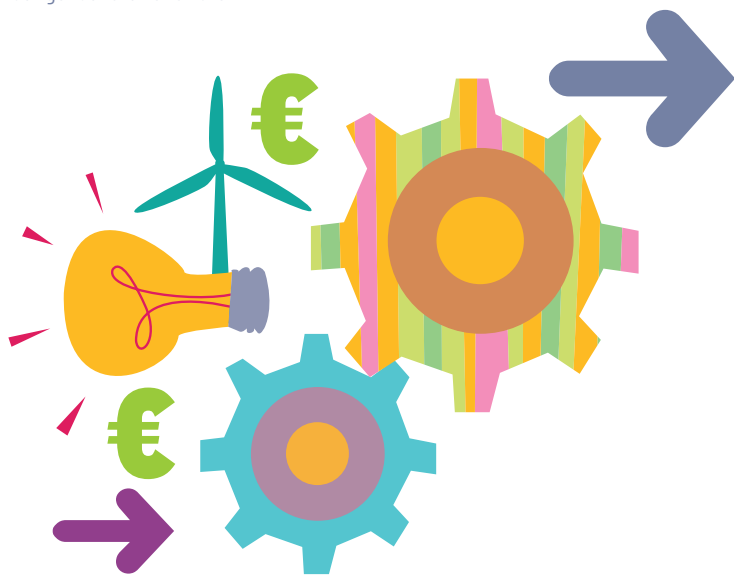
La crise du monde financier en 2008/09 n'a pas épargné le Luxembourg et a démontré la forte dépendance du pays des développements internationaux, notamment dans le secteur financier. Ce sont surtout un comportement à risque excessif et des risques systémiques qui ont conduit à des bulles spéculatives excessives ; expression d'une allocation insuffisante des ressources.

Le déclenchement de la **crise financière** a incité beaucoup de gouvernements à stabiliser les systèmes financiers et bancaires nationaux à l'aide de fonds publics. Cela a montré qu'il est urgent d'introduire des réformes structurelles et une meilleure régulation des marchés financiers et de ses acteurs et produits afin d'éviter de telles crises à l'avenir.

Très vite, la crise financière s'est étendue à l'**économie réelle**. Les gouvernements sont intervenus afin de soutenir l'activité économique et l'emploi par une politique budgétaire anticyclique. Cela a conduit à des déficits élevés et un endettement public en progression rapide dont le refinancement a confronté plusieurs pays à de graves problèmes de liquidité. La stabilité de la monnaie commune a ainsi été mise en danger dans la zone Euro.

Au **Luxembourg**, le déroulement de la crise financière et économique a démontré la spécialisation démesurée du pays dans le secteur financier, qui a étendu sa position dominante dans l'économie luxembourgeoise au cours des deux dernières décennies. Cela est allé de pair avec une réduction de la diversification des autres secteurs, de sorte que le Luxembourg présente probablement la **structure économique la plus faiblement diversifiée** dans l'UE. Ce développement est compensé par un taux d'innovation élevé (notamment des innovations non-techniques dans les petites et moyennes entreprises (PME)).

Afin d'être paré contre les crises futures, le Gouvernement encourage une **diversification sélective** de l'économie en concertation avec les acteurs économiques (entreprises, chambres professionnelles et syndicats). Afin de développer et de renforcer d'autres « béquilles », la planification régionale est intégrée dans la politique économique et de recherche.



LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

DIFFÉRENCIATION DU SECTEUR FINANCIER :

- Réorganisation du secteur financier pour constituer le moteur d'un développement durable par le développement et la promotion de produits de placement durables
- Fonds d'investissement pour soutenir l'économie lors du passage à une économie à faible teneur en carbone
- Élargissement des activités des fonds d'investissement dans les domaines de la « microfinance », des « secteurs financiers accessibles à tous » et de la « finance islamique »
- Développement de nouvelles activités dans le domaine « Investissement socialement responsable » (ISR) et « Philanthropie »

PROMOTION DE L'INNOVATION :

- Diversification sectorielle et spatiale en tenant compte du développement durable social et écologique
- Promotion des investissements ainsi que de la recherche et du développement (R&D) dans les domaines de la technologie à large bande, de la technologie de l'information (IT), de la logistique ainsi que des technologies de santé et d'environnement
- Promotion de l'économie solidaire comme concept économique durable transversal

- Financement et élargissement continu de l'université
- Investissement par le budget de l'État à hauteur d'1 % du PIB par an en R&D (objectif d'ici 2020 : dépenses R&D publiques et privées : 2,6 % du PIB)

PROMOTION DES TECHNOLOGIES

ENVIRONNEMENTALES :

- Promotion du Luxembourg comme site pour des entreprises actives dans le domaine des technologies environnementales et des services liés à l'environnement
- Transposition rapide des directives européennes concernant l'efficacité énergétique et l'éco-conception ainsi que l'encouragement des entreprises respectant ces directives
- Développement de la « grappe Eco-Dev » ainsi qu'accompagnement lors de l'établissement d'entreprises actives dans le domaine des technologies environnementales
- Création d'un fonds public pour l'appui au développement et au lancement de nouvelles technologies environnementales et énergétiques
- Promotion de l'initiative „SuperDrecksKëscht fir Betriber“ (élimination des déchets industriels spéciaux)

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ CONTRIBUER À RENDRE VOTRE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE PLUS RÉSISTANTE AUX CRISES :

- *Respectez les directives de l'UE concernant l'efficacité énergétique et l'éco-conception*
- *Participez au développement des scénarios d'avenir alternatifs*
- *Investissez dans la recherche et le développement ainsi que dans des technologies environnementales*

LES FINANCES PUBLIQUES

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

our assumer les **missions sociales** fondamentales de l'État (protection sociale, protection de l'assurance vieillesse, dépendance et chômage, aide au développement etc.) et dans le cadre de la prévoyance de l'État pour l'avenir (notamment par des investissements dans le domaine social et environnemental) des finances publiques suffisantes sont nécessaires. La base pour la capacité d'action de l'État est un budget équilibré à court terme et la production d'excédents à plus long terme afin de pouvoir maîtriser la progression des dépenses due à l'évolution démographique. En même temps, il convient de maintenir la dette publique à un niveau approprié afin d'éviter d'être désavantagé sur les marchés financiers par une notation inférieure décernée par les agences de notation.

La crise financière et économique des années passées et l'excédent de dépenses provoqué par celle-ci ont conduit au Luxembourg à une détérioration des finances publiques. L'excédent s'élevant à 2,9 % du PIB en 2008 s'est transformé en un déficit s'élevant à -0,7 % du PIB en 2009 qui s'est élevé en 2010 à environ -2,8 %.

Pendant cette même période, **l'endettement de l'État** a plus que doublé (de 6 % du PIB avant la crise à 14 % à la fin de l'année 2009). Si l'endettement public, faible jusqu'à présent, ainsi que l'existence de réserves substantielles constituent des conditions de départ favorables afin de faire face aux futurs défis économiques et budgétaires, la durabilité des finances publiques s'est néanmoins détériorée généralement :

- À court et à moyen terme, la croissance plus faible et différents risques dus aux dépenses instables entraîneront une réduction des recettes ;
- en même temps, une augmentation des dépenses due à l'évolution démographique est à craindre à moyen et à long terme. En effet, les dépenses publiques dans le domaine social devraient passer de 19,5 % dans la période de 2004 à 2010 à plus de 27 % dans la période de 2040 à 2050.

Prises ensemble, ces deux évolutions vont placer le Luxembourg devant de nouveaux défis.

LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

POLITIQUE BUDGÉTAIRE PRÉVOYANTE :

- Réalisation à long terme d'un budget avec les excédents nécessaires au financement de l'augmentation des dépenses due à l'évolution démographique
- Meilleur contrôle des dépenses publiques (par une qualité et une efficacité accrues)
- Réduction de la dépendance face à des rentrées irrégulières et/ou très variables (p. ex. exportation de carburant)
- Vérification de subventions et d'impôts en fonction de critères de durabilité environnementale, sociale et écologique ; démantèlement de subventions non-durables
- Évitement d'une charge fiscale accrue tant pour l'économie que pour les citoyens

SÉCURISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ SOCIALE :

- Maintien du financement par l'État et les partenaires sociaux
- Répartition équitable entre le revenu disponible des salariés et des retraités
- Planification pluriannuelle des infrastructures hospitalières
- Sécurisation du financement des hôpitaux en fonction de critères comparables et transparents
- Promotion de la pratique de substitution des médicaments (génériques)
- Coordination des laboratoires hospitaliers et privés



LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Dans un monde globalisé, aucun pays ne peut à lui seul engendrer un développement durable. La globalisation de l'économie mondiale a fait que certains pays sont les gagnants économiques, sociaux et écologiques de ce processus, d'autres pays par contre les perdants.

Afin de combattre ces tendances, la communauté internationale s'est engagée en 2000 au Sommet du Millénaire pour le Développement de l'ONU à **réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015** et à atteindre les objectifs de développement du Millénaire durant cette même période. Le rapport intermédiaire paru en 2007 démontre des progrès vers ces objectifs pour certains pays, tandis que le continent africain a de plus en plus de mal à atteindre les objectifs fixés dans la période prévue.

Ainsi des efforts supplémentaires sont nécessaires pour favoriser dans les années restantes le développement mondial dans le sens de plus de durabilité et de sécurité globale. L'éradication de la pauvreté ne crée pas seulement des perspectives de durabilité pour la population des pays en développement, mais elle contribue également à la stabilité internationale et à l'endiguement de la migration illégale.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement luxembourgeois, lors de la conférence de Rio en 1992, s'est engagé à accroître la contribution financière de son **aide au développement** à 0,7 % du revenu national brut (RNB) ; cet objectif a été atteint en 2000. En 2004, le Gouvernement a décidé de fixer cette contribution à l'avenir à 1 % du RNB en encourageant l'efficacité, la qualité et la cohérence des moyens déployés dans un contexte européen et international.

Cette décision est basée sur la conclusion qu'il est impossible de parvenir à un développement durable quand différentes parties du monde doivent vivre dans une pauvreté absolue, la guerre et la violence et un environnement naturel menacé. Il s'agit non seulement d'accroître les moyens disponibles, mais aussi d'organiser le développement de manière ciblée et durable dans le sens des objectifs du Millénaire. Font partie de ce processus le contrôle de l'utilisation pertinente des moyens, la lutte contre les abus (p. ex. les achats d'armes) et l'encouragement de mesures d'adaptation au changement climatique.

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ CONTRIBUER À LA DURABILITÉ INTERNATIONALE :

- *Privilégiez des produits issus du commerce équitable*
- *Soutenez des organisations non-gouvernementales qui s'engagent par des projets ciblés pour une politique équitable de protection de l'environnement et de développement*
- *Veillez au bois certifié (FSC, PEFC) pour les produits de bois*

LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

AIDE DURABLE AU DÉVELOPPEMENT :

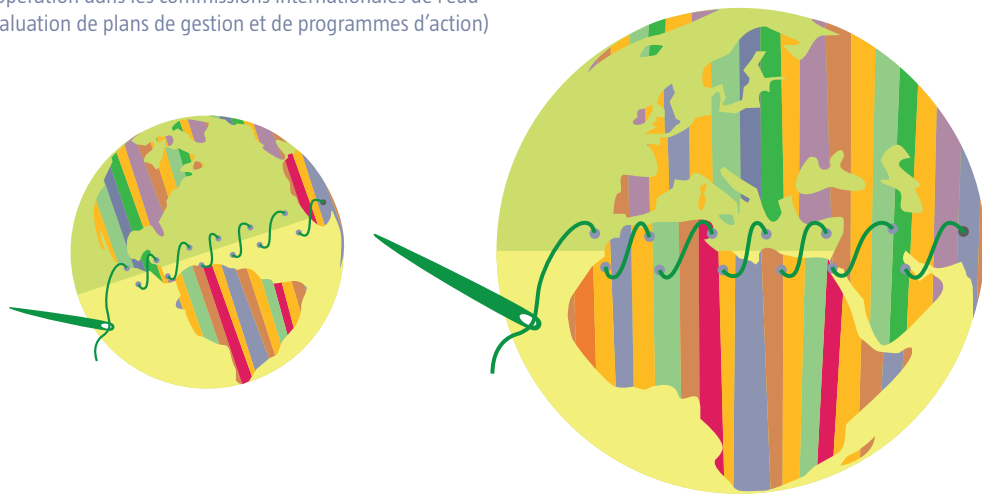
- Transferts de technologie et coopération technique dans le domaine du développement des énergies renouvelables, de l'efficacité de l'énergie, de la construction durable, de la gestion durable des ressources, d'une foresterie améliorée ainsi que d'une agriculture durable
- Soutien des pays partenaires lors de l'adaptation au changement climatique et, dans la mesure du possible, de la limitation ou de la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre
- Maintien de l'aide au développement à 1 % du revenu national brut (RNB)
- Soutien du « commerce équitable » (p. ex. en tenant compte des produits correspondants dans les marchés publics)
- Sondage des possibilités d'une coopération scientifique et interuniversitaire avec les pays partenaires

DÉVELOPPEMENT DURABLE GLOBAL :

- Renforcement des accords multilatéraux sur l'environnement ou de gouvernance globale de l'environnement
- Bonne gouvernance et définition de priorités des programmes publics d'investissement dans le sens d'un développement durable
- Diffusion de l'application des principes du développement durable dans les entreprises (RSE)
- Appui aux initiatives de l'ONU « Principes d'éthique de l'investissement » et « Marchés croissants ouverts à tous »

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE :

- Recours privilégié au bois certifié (FSC, PEFC) dans les marchés publics
- Évitement de la perte de la diversité biologique ainsi que de la mise en danger de la sécurité alimentaire comme conséquence de la production d'agrocarburants
- Contribution à la protection des forêts tropicales
- Coopération dans les commissions internationales de l'eau (évaluation de plans de gestion et de programmes d'action)



L'ÉDUCATION

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

L'éducation est un **facteur-clé de la politique durable** : en effet, le système éducatif doit garantir tant le meilleur niveau de formation et de qualification possible, que la transmission des contenus, des compétences et des valeurs favorisant une prise de conscience de la culture, de l'identité et de l'histoire. Par cela, chaque individu doit être en mesure de pouvoir prendre des décisions sur des questions de durabilité.

Au Luxembourg, les résultats scolaires sont trop liés à l'origine sociale et à la langue maternelle (proportion élevée d'enfants issus de familles disposant d'un faible niveau d'instruction et plus de 40 % d'élèves d'origine non-luxembourgeoise). Afin d'atteindre l'égalité des chances, il convient de compenser les différentes conditions nécessaires à l'éducation des élèves. La participation à la société, le développement de la personnalité et l'augmentation de l'employabilité contribuent à la qualité de vie.

L'objectif est d'accroître le niveau de formation et de qualification à tous les niveaux de formation (baccalauréat, baccalauréat technique, formation de technicien,

formation professionnelle et formation des adultes). Il convient de baisser durablement le décrochage scolaire, d'augmenter la proportion d'élèves disposant d'un titre de fin d'études du niveau secondaire, ainsi que la proportion des étudiants dans l'enseignement supérieur et d'accroître la participation d'adultes aux mesures de perfectionnement professionnel.

En tant que processus de changement global qui affecte l'entièreté de la société, le développement durable pré-suppose des **compétences et connaissances spécifiques** des interrelations complexes ainsi qu'un changement d'habitudes et de modes de vie. **Apprendre, penser et agir de manière multidisciplinaire** forment la base de ce processus. Afin de souligner l'importance de l'éducation pour ce sujet, les Nations Unies ont déclaré en 2002 la période de 2005 à 2014 comme décennie globale de l'« Éducation au développement durable ». Tous les pays membres sont appelés à ancrer l'idée du développement durable dans leurs systèmes éducatifs.

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ APPRENDRE LA DURABILITÉ :

- *Profitez des offres de l'éducation et de la formation tout au long de la vie*
- *Intéressez-vous aux mesures de développement durable pour le logement, l'alimentation et la consommation*
- *Pour les jeunes : intéressez-vous pour le développement durable à l'école*

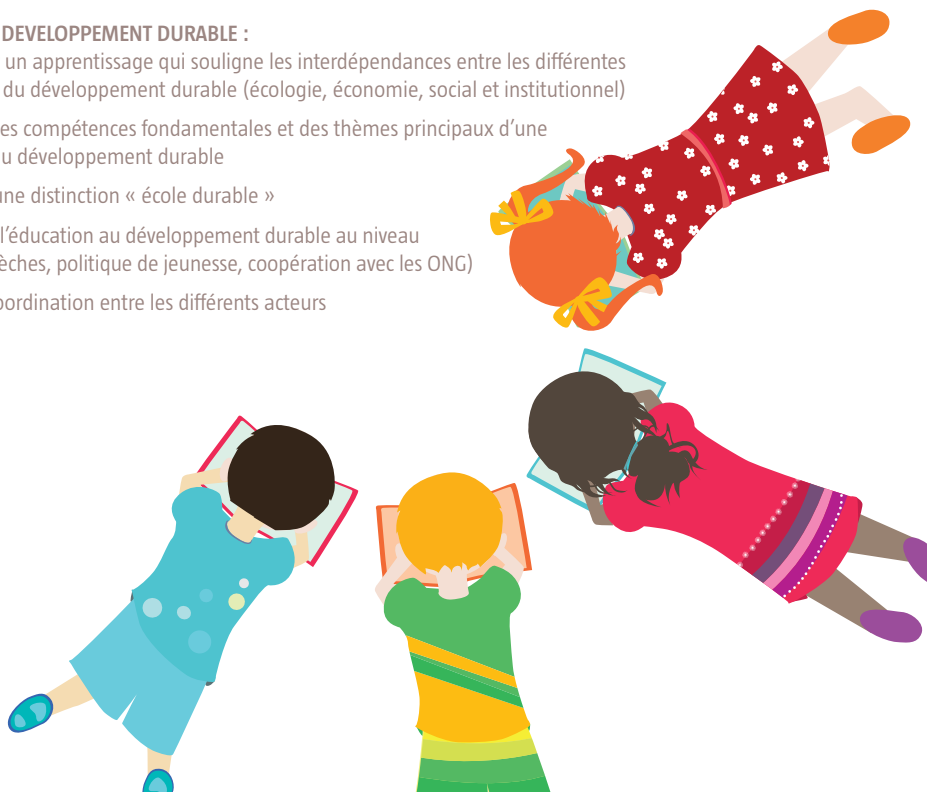
LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

POLITIQUE SCOLAIRE QUALIFIANTE :

- Cours orientés vers les compétences à tous les niveaux et dans toutes les matières
- Amélioration de l'orientation scolaire lors du passage entre les différentes formes d'éducation et meilleure orientation professionnelle à l'école et dans les centres de conseil, offre plus large des choix professionnels
- Faciliter le passage de l'école vers la vie active et accompagnement en vue du placement (service volontaire d'orientation, projets publics, mesures de sensibilisation et d'accompagnement)
- Encadrement systématique des jeunes sortant de l'école sans qualification et meilleur placement des jeunes chômeurs
- Augmentation du niveau de qualification par la 2^{de} voie de formation
- Élaboration d'une stratégie nationale pour l'éducation et la formation tout au long de la vie
- Amélioration du contact et coopération renforcée avec les écoles secondaires et l'université (projets communs, « université pour enfants »)
- Meilleure politique d'information relative aux questions d'enseignement supérieur par les ministères concernés (enseignement supérieur et recherche, éducation nationale et formation professionnelle, travail)
- Consolidation des subventions étatiques pour les étudiants de l'enseignement supérieur

EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE :

- Promouvoir un apprentissage qui souligne les interdépendances entre les différentes dimensions du développement durable (écologie, économie, social et institutionnel)
- Définition des compétences fondamentales et des thèmes principaux d'une éducation au développement durable
- Création d'une distinction « école durable »
- Ancrage de l'éducation au développement durable au niveau informel (crèches, politique de jeunesse, coopération avec les ONG)
- Meilleure coordination entre les différents acteurs



L'ÉGALITÉ

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

Une politique qui inclut **toute la population** fait également partie d'un développement durable. Sur la base des réalités de la vie des femmes et des hommes, il convient d'identifier les domaines dans lesquels l'égalité n'est pas (encore) atteinte et quelles sont les conséquences qui en résultent sur la qualité de vie de chaque individu. Pour le Luxembourg, les constatations suivantes peuvent être formulées :

- Dans les institutions de l'État, les femmes sont nettement **sous-représentées** dans les postes à responsabilité (ministres : environ 27 %; députés : environ 23 %; membres du Conseil d'État : environ 29 %; bourgmestres : environ 10 % de femmes).
- Dans la vie privée, le **congé parental** est pris par environ un quart par les hommes et par environ trois quarts par les femmes.
- Environ 35 % des femmes **travaillent à temps partiel**, mais seulement environ 5 % des hommes.
- Dans l'ensemble, environ 55 % des femmes et environ 73 % des hommes exercent une activité professionnelle.
- Dans les conseils d'administration, seules 16 % de femmes sont représentées, dans la direction environ 24 %.
- **L'écart de rémunération** s'élève à environ 12 %, au détriment des femmes.
- 23 % des femmes gagnent moins de 2 000 euros par mois (par rapport à 10 % des hommes).
- À conditions égales, le risque de **chômage** est deux fois plus élevé pour les femmes que pou

Le travail à temps partiel et un salaire inférieur ont des conséquences négatives sur les **droits de pension**, de sorte que les femmes (également suite à un divorce) dépendent plus d'une aide de l'État. Il en résulte des désavantages à long terme en ce qui concerne le revenu, la sécurité sociale et les chances de carrière.

Le stéréotype traditionnel de la femme en tant que la personne responsable de l'éducation, de la prise en charge de la famille et des soins continue à déterminer la réalité de la société sans que ce **travail non-professionnel** (non rémunéré) soit suffisamment apprécié à sa juste valeur. C'est pourquoi il convient d'œuvrer à une participation accrue des hommes aux tâches ménagères ainsi qu'à leur activité dans les professions de soins et de prise en charge.



LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

ÉGALITÉ DANS LA VIE ACTIVE ET LA RÉMUNÉRATION :

- Élimination de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes
- Mesures concertées des ministères compétents (travail, économie, éducation nationale, famille, égalité des chances) et des partenaires sociaux en vue de l'égalité dans la vie active
- Analyse comparative continue des droits de pension des femmes et des hommes
- Introduction de cellules de compétence en matière d'égalité dans tous les ministères
- Ventilation de tous les indicateurs de qualité de vie selon le sexe
- Prise en considération du travail non-professionnel dans les comptes économiques intégrés
- Inventaire de l'emploi du temps par des comptes représentatifs mesurant le temps

RÉPARTITION PLUS ÉQUITABLE DES TRAVAUX :

- Participation accrue des femmes aux processus de décision (dans la politique, au travail et dans la société)
- Engagement accru d'hommes dans les tâches ménagères et la prise en charge de la famille
- Participation accrue d'hommes dans les professions de soins et de la prise en charge de personnes
- Développement de l'initiative « Boys' Day » et « Girls' Day »
- Renforcement de l'esprit et des compétences entrepreneuriaux des femmes

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ CONTRIBUER À UNE POLITIQUE DE SOCIÉTÉ DURABLE :

- *Pour les femmes : participez aux processus de décision dans la politique, la profession et la société*
- *Considérez la création d'une entreprise*
- *Pour les hommes : Engagez-vous dans la prise en charge de la famille et dans l'entretien ménager*
- *Pour les jeunes : participez à l'initiative « Boys' Day » et « Girls' Day »*

LA COHÉRENCE POLITIQUE

LA SITUATION ACTUELLE AU LUXEMBOURG :

Par une politique cohérente, il faut entendre une politique caractérisée par la coordination au niveau gouvernemental, mais également par la coordination entre l'État et les communes, respectivement les régions limitrophes et avec la société civile, ainsi que par la mise en œuvre et l'organisation de la politique européenne.

Au Luxembourg, cette coordination fonctionne de manière exemplaire dans certains domaines ; dans d'autres domaines, la concertation se situe jusqu'à présent clairement en-dessous du standard européen. Ici des délimitations bureaucratiques et des processus administratifs formalisés conduisent à un double emploi et à des initiatives contradictoires. La coopération avec la société civile peut également être améliorée. En ce qui concerne la concertation avec les communes, la concertation sur les objectifs, les instruments et le recours aux moyens ne sont pas satisfaisants. Plutôt que d'adopter des mesures isolées créatives, il faudrait p. ex. une **réforme d'ensemble des finances communales**.

Un déficit en politique et en compétence se manifeste également de manière préjudiciable lors de la mise en œuvre des stratégies de développement durable. En plus, il manque une coordination institutionnelle regroupant les aspects sociopolitiques (p. ex. un processus de concertation régulier au niveau gouvernemental). La **transmission du concept de durabilité** et les approches et processus administratifs qui en résultent méritent un effort renforcé.

Sur la base de l'interconnexion du Luxembourg avec les régions limitrophes, la concertation ne pourra pas uniquement se limiter aux processus administratifs et décisionnels internes. Une **collaboration renforcée avec les régions limitrophes** et des décisions de planification adaptées (p. ex. la planification territoriale) sont nécessaires pour mieux compenser les avantages et inconvénients du développement prévu des régions frontalières.

VOICI COMMENT VOUS POUVEZ CONTRIBUER À LA COHÉRENCE POLITIQUE :

- *Engagez-vous dans les instances de la société civile*
- *Intéressez-vous à la réorganisation des communes*
- *Participez aux processus locaux de l'Agenda 21*

LES OBJECTIFS DE DURABILITÉ ET LES MESURES :

INTÉGRATION DU PRINCIPE DE DURABILITÉ DANS TOUS LES DOMAINES DE LA POLITIQUE :

- Coordination de la politique de durabilité et contrôle des résultats au plus haut niveau hiérarchique (Pré-Conseil du Gouvernement)
- Concertation des processus de planification entre les ministères et intégration des intérêts économiques, sociaux et écologiques
- Implication étendue du Parlement dans les préparatifs des décisions au niveau de l'UE

COMMUNES AMÉLIORÉES :

- Capacité d'action améliorée par un regroupement communal (fusions volontaires)
- Renforcement de la coopération intercommunale (réalisation d'une communauté urbaine, autonomie locale, élimination des déchets, projets et programmes communs relatifs à la protection de la nature)
- Orientation du développement urbain et communal vers l'offre des moyens de transport publics (raccordement aux transports publics)

- Initiation resp. redynamisation des processus locaux de l'Agenda 21 (plan d'action « Engagement citoyen dans la société »)
- Instruments pour une politique énergétique communale durable (planning de construction, cahiers des charges)
- Planification sectorielle et communale transfrontalière
- Mélange fonctionnel des fonctions urbaines de base, en relation avec une mixité sociale obtenue à travers une offre suffisante d'espace habitable conçu durablement et disponible en plusieurs classes de prix ainsi que sous différentes formes d'habitat.

IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE :

- Implication dans les consultations des décisions politiques (au niveau national et de l'UE)
- Renforcement de l'organe représentatif (Conseil supérieur de développement durable)



Retrouvez le text intégral du PNDD en français et en allemand sur www.pndd.lu

Avez-vous des question ou des suggestions relatives au PNDD ?

Envoyez-nous un courriel à pndd@mddi.lu ou téléphonez au +352 2478 6817.



MINISTÈRE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES INFRASTRUCTURES

Aménagement territoire
Environnement
Transports
Travaux publics
Pour
un développement
durable

COMED

